

La charte du MS21

La France et l'Union Européenne sont en crise. Mais cette crise n'est pas un phénomène naturel, elle est le résultat d'une forme particulière de domination - le capitalisme - qui permet à une oligarchie de s'accaparer l'essentiel des richesses produites par d'autres. Malgré les luttes sociales et politiques qui ont jalonné les deux derniers siècles, ce capitalisme a évolué vers le néo-libéralisme et le libre-échange mondialisés qui ont progressivement assujetti les États-nations. Face à cette situation, il est urgent que le peuple organise une résistance émancipatrice. Le MS21 inscrit donc son action dans la lignée des résistances résolues à l'ordre capitaliste néo-libéral, et à ses conséquences sociales désastreuses, comme le chômage mais également la crise écologique, que le système économique actuel est impuissant à résoudre.

Le MS21 s'appuie sur les constats suivants :

- *En France, la gauche dite « socialiste » a trahi son nom, son histoire et ses électeurs. Bien que se réclamant de la « gauche », elle a trompé ceux qui l'avait portée au pouvoir. Elle a rejoint le camp libéral en se soumettant aux diktats de la finance.*

- *La « gauche radicale » reste enfermée dans ses contradictions renonçant pour une partie d'entre elle à défendre la souveraineté nationale donc populaire.*

- *L'extrême gauche, prisonnière de son utopie mondialiste, défend le libre-échange et ruine tout espoir de voir advenir un projet émancipateur.*

Le résultat est à présent patent et visible : les citoyens des classes populaires ne voient plus d'alternative crédible à gauche, ils se détournent de la politique, s'abstiennent de voter ou, pire encore, votent et portent leur espoir vers l'extrême droite.

Le MS21 propose donc de sortir du joug du système coercitif de la mondialisation en suivant quatre modalités :

1/ Lutter contre le néolibéralisme et ses outils d'oppression

2/ Refuser l'isolement en participant à des réseaux et en s'inspirant du fonctionnement que le CNR – Conseil National de la Résistance - avait su mettre en place dans une période tragique.

3/ Garder l'exigence d'une démocratie interne où les idées de chacun sont considérées.

4/ Mettre l'éducation populaire au centre de notre pratique politique et contrer « la pensée unique » avec des actions locales de terrain telles qu'elles sont définies dans l'article 1 des statuts.

Adhérer au MS21 (*Mouvement pour un socialisme du XXIe siècle*) c'est à la fois partager quelques éléments fondamentaux d'analyse sur l'histoire de notre société et aussi espérer - dans un vaste mouvement collectif – contribuer à tracer une perspective émancipatrice pour son avenir. Ces deux démarches sont indissociables et complémentaires. Toute caractérisation du passé qui n'est pas porteuse d'une perspective nouvelle, d'un espoir crédible pour les classes dominées, ne peut pas être en phase avec l'urgence sociale de notre époque et des nécessaires changements qu'elle impose. Inversement tout modèle social qui ne puise pas ses références et sa réflexion dans l'action humaine du passé, reste désincarné et risque de reproduire les tragiques erreurs du XXe siècle.

1- La domination : un invariant de l'Histoire

Les sociétés humaines sont confrontées aux rapports de forces et de domination. Comme l'écrivait Marx en 1847, leurs formes historiques variées n'ont cessé d'évoluer : «*L'histoire de toute société jusqu'à nos jours est l'histoire de luttes de classes. Homme libre et esclave, patricien et plébéien, baron et serf, maître de jurandes et compagnon, bref oppresseurs et opprimés, en opposition constante, ont mené une lutte ininterrompue, tantôt ouverte, tantôt dissimulée, une lutte qui finissait toujours soit par une transformation révolutionnaire de la société tout entière, soit par la disparition des deux classes en lutte* ». Que ce soit par désir personnel ou collectif du pouvoir, matérialisé par la conquête de territoires et de richesses naturelles, pour imposer aux autres croyances et dogmes ou par appétit insatiable d'amasser des richesses, des hommes n'ont cessé de chercher à en dominer d'autres y compris, si nécessaire, en recourant aux conflits.

Ainsi, si la guerre est une violence radicale, il est d'autres violences, d'autres dominations, sans doute plus insidieuses, moins « choquantes » qui s'exercent par le biais des institutions et des lois sur le travail des individus et qui permettent que certains puissent s'en approprier injustement la valeur, la forme extrême en étant le servage ou l'esclavage où la force de travail de l'exploité devient propriété de l'exploiteur (ou du dominant).

1.1. Sa forme moderne aux XIXe et XXe siècles et les résistances

La révolution de 1789-1793 en France, et plus récemment la charte de l'ONU au niveau mondia**l** ont permis l'émergence d'une société de droit qui, institutionnellement, condamne et interdit ces modes de dominations violentes. Mais celles-ci ont laissé place à une nouvelle machinerie sociale, elle-même génératrice d'une domination singulière dont l'emprise, depuis, ne cesse de s'amplifier et de se généraliser dans une expression mondiale et

hégémonique : le capitalisme. Dans nos sociétés occidentales, les nouvelles victimes, les nouvelles classes dominées, ne tombent plus sur les champs de bataille, ni ne sont vendues sur les marchés mais doivent se contenter de survivre avec des minimas sociaux, des salaires et des retraites qui assurent à peine leur subsistance, en regardant selon l'expression de Montaigne, la classe propriétaire des moyens de production « *se gaver de commodités* » et accaparer l'essentiel des richesses produites par d'autres. Le spectacle récurrent et particulièrement indécent d'assemblées d'actionnaires poussant à de vastes plans de licenciements dans le seul objectif de voir la valeur de leurs actions grimper n'en est pas une caricature.

Dans un rapport dialectique que Marx a décrit avec précision, cette domination spécifique de notre époque moderne a engendré par réaction une résistance qui s'est exprimée avec détermination dans les luttes sociales et politiques du XIXe et du XXe siècle. Ainsi, en France, nous considérons avec infiniment de respect et d'admiration la longue liste des actions individuelles ou collectives qui ont tenté, avec des succès divers, d'infléchir la domination capitaliste : la révolution de 1848, la Commune de Paris, l'action de Jean Jaurès pour une République sociale et laïque, le front populaire de 1936, l'action du Conseil national de la résistance (CNR) de 1945 avec le programme des « Jours heureux » et enfin les conquêtes sociales de 1968, le Programme commun de la gauche (1972), etc.

1.2 La forme contemporaine du capitalisme : le néo-libéralisme

Il faut maintenant prendre en compte les données de la situation actuelle qui ne sont que la continuation directe des rapports de forces amorcés aux siècles précédents : reprise en main du capitalisme de la période dite des « 30 glorieuses » par la finance mondialisée avec ses modalités de destructions économiques et sociales.

Après les grands bouleversements des deux guerres mondiales, largement dues aux contradictions internes de la logique du capitalisme, celui-ci a connu entre 1945 et 1975 pour la première fois de son histoire une période sans crise économique majeure : ce sont les « Trente glorieuses ». Cette période était due, sous l'impulsion du CNR, à la conjonction de plusieurs facteurs : l'affaiblissement du patronat qui avait largement collaboré avec le nazisme pendant la deuxième guerre mondiale, un puissant mouvement syndical et la présence de l'URSS comme modèle alternatif. La classe dominante fut alors obligée de faire de nombreuses concessions et d'accepter des lois sociales progressistes favorables aux salariés.

Cette même classe a vite compris que de telles avancées sociales n'étaient pas compatibles avec ses intérêts à long terme. La rentabilité du capital devenait trop faible et la spéculation boursière n'était plus assez fructueuse. La classe dominante allait mettre en marche un vaste plan destiné à restaurer ses profits. Cette démarche planifiée, théorisée par des économistes libéraux comme Friedrich Hayek et Milton Friedman, définit le néo-libéralisme dont les quelques fondamentaux sont autant d'armes puissamment destructrices contre les classes populaires.

Le libre-échange, tout d'abord, installe la mise en concurrence des travailleurs des pays développés avec ceux des pays à faible coût de main d'œuvre, dans le but de faire taire les revendications salariales des premiers et de faire baisser les coûts de production.

Les États en renonçant au pouvoir régalien de la création monétaire sont devenus débiteurs des banques et ont été plongés petit à petit dans la spirale des dettes publiques d'un montant astronomique ! Les banquiers internationaux, par le contrôle monétaire, exercent ainsi leur emprise sur presque tous les gouvernements et exigent une politique au service de l'argent ; ils imposent des politiques économiques opposées aux intérêts publics; ils exigent des restrictions, demandent la fin des services publics, cassent les investissements et laissent les économies ravagées.

Les services publics garants de justice et de cohésion sociale sont méthodiquement mis en pièces dans une société où la compétitivité pulvérise les solidarités.

Enfin, pour assurer la permanence de cette domination économique et sociale, l'hégémonie culturelle des États-Unis se met en place insidieusement avec la collusion des grands médias.

C'est l'ensemble de ce système qui constitue le concept de mondialisation, concept d'autant plus facilement accepté qu'il entretient volontairement la confusion avec l'internationalisme.

1.3. Le néo-libéralisme mondialisé et ses conséquences : crise mondiale, crise en Europe, crise en France.

Le néolibéralisme mondialisé surplombe tous les champs de la vie sociale : le travail et l'emploi, la guerre et la paix, la monnaie, le commerce international, l'environnement, l'éducation, la souveraineté, la culture. Enfin, il produit des crises financières à répétition et porte en lui la poursuite des guerres.

Les conséquences de ce nouvel ordre mondial sont désastreuses pour une partie de plus en plus grande de la population, un chômage de masse frappe les sociétés occidentales et les travailleurs des pays les moins développés subissent l'exploitation des multinationales qui deviennent par le jeu d'une « gouvernance » anti-démocratique, plus puissantes que les États qu'elles réduisent au rôle servile d'accompagnateurs de l'oligarchie financière. Ces États deviennent le théâtre d'une explosion des inégalités, de la montée de fortes tensions communautaristes, d'un essor général et inquiétant des populismes d'extrême droite.

L'Union européenne (UE) où la puissance publique est assurée par la Commission européenne et la Banque Centrale – organismes non élus – est une institution entièrement au service de cette domination. Parce que l'UE est un des principaux piliers de cet ordre néo-libéral, au service de la finance mondialisée, et sous prétexte de répondre à une prétendue loi naturelle des marchés, elle impose des politiques particulièrement brutales aux États qui ne peuvent juridiquement s'y opposer. La crise touche ainsi tous les États de l'UE. Elle est particulièrement prononcée dans les États du Sud où l'austérité, au prétexte d'une dette en réalité illégitime, provoque comme en Grèce une véritable crise humanitaire. À quoi il faut

ajouter l'allégeance de l'UE vis à vis des États-Unis, tant du point de vue économique que politique et militaire.

En France la montée inexorable du chômage, le démantèlement progressif du modèle social « à la française » hérité de 1945, le système de santé et de retraites par répartition, le système d'éducation, les services publics de la poste, des télécommunications, des transports, sont autant de révélateurs de la crise. La précarité se généralise et la confiance dans la représentation politique s'affaiblit comme en témoignent les forts taux d'abstention aux élections. Rappelons que le Traité Constitutionnel Européen (TCE) a été refusé par la majorité des Français lors du referendum de 2005 mais qu'il a néanmoins été imposé deux ans plus tard par le Congrès sous le nom de Traité de Lisbonne ! Il s'est agi d'une véritable forfaiture contre l'expression populaire. Le peuple français a ainsi le sentiment bien normal d'avoir été trahi par des politiques qui ont abandonné – sauf en promesses, vite reniées, lors de campagnes électorales – toute idée de souveraineté nationale.

2. Résister. Les perspectives crédibles de l'émancipation

Cette situation n'a que trop duré !

Que faire ?

* Appeler radicalement à une phase progressive de dé-mondialisation impliquant la sortie à terme des instances multinationales, vecteurs du néolibéralisme et qui entravent la souveraineté nationale (UE, OTAN, OMC, ...),

* Retrouver notre souveraineté monétaire, donc économique : pour cela faut-il sortir de l'euro ?

*Considérer la critique de l'ordre néolibéral comme nécessaire mais non suffisante. Nous avons l'ambition, de réveiller l'espoir de nos concitoyens en un monde meilleur, débarrassé de l'unique et vaine motivation du tout marchand et du profit à court terme.

Aussi le MS21 fait-il la promotion d'un nouveau modèle de société dont les valeurs essentielles sont la laïcité, l'internationalisme pacifique, la répartition équitable - par le plein emploi et les services publics - des richesses produites et le souci environnemental. Rejetant le néolibéralisme de droite comme de gauche, nous voulons construire en France une République sociale s'inspirant des idées progressistes des Lumières, de Marx et de Jaurès et d'inventer « *un socialisme du XXIe siècle, un socialisme respectueux de la démocratie...*». L'enjeu est immense et l'urgence réelle.

3. Agir collectivement à la mise en œuvre de l'émancipation

Quatre principes essentiels découlent de ce qui précède et fondent notre engagement politique et notre action.

3.1. Premier principe : lutter contre le néolibéralisme.

Il relève de la nature même du MS21 et de la dynamique politique que nous entendons initier : mener prioritairement la lutte contre le néolibéralisme et tous ses outils

d’oppression. Nous nous opposons radicalement aux institutions internationales, vecteurs du néolibéralisme, telles l’Union européenne, le FMI, l’OMC et la Banque mondiale qui ont dépossédé les peuples de leur souveraineté. Nous militons pour réhabiliter l’idée de la Nation qui actuellement reste pour nous le seul espace, historiquement construit, où la démocratie peut réellement s’exercer. Nous combattons toutes les formes de communautarisme, méthodiquement entretenues par l’oligarchie néolibérale, en prônant la laïcité définie dans la loi de 1905. Nous combattons l’impérialisme nord-américain et ses tentations hégémoniques en défendant la paix internationale. Enfin, nous dénonçons les dégâts productivistes sur l’environnement que ce soit en termes de réchauffement climatique, d’atteinte à la biodiversité ou de pollution planétaire.

3.2. Deuxième principe : refuser l’isolement

Le MS21 refuse l’isolement politique qui conduit à un comportement sectaire et doctrinal. Aucune organisation politique ne peut à elle seule être le levier providentiel de la transformation sociale. Notre mouvement a donc vocation à travailler avec les autres et nous nous efforcerons de nouer des partenariats avec les organisations qui partagent nos valeurs essentielles. En conséquence nous refuserons tout contact avec des organisations qui prônent un modèle de différenciation des droits, d'exclusion et de xénophobie. Même si elles arrivent à séduire une partie de la population désorientée, elles ne peuvent prendre en compte la dimension internationaliste du plein emploi et elles sont à moyen terme destructrices pour les classes populaires. Le XXe siècle en a fourni suffisamment d’exemples.

3.3. Troisième principe : garder l’exigence d’une démocratie interne.

Au MS21, chaque adhérent sera écouté, considéré et sa participation sera sollicitée dans la forme qui lui semblera la plus adaptée. Nous refusons le fonctionnement vertical où, sous prétexte d’efficacité, se met en place une structuration hiérarchisée dans laquelle les militants deviennent de simples exécutants. La démocratie ne se résume pas pour nous à un principe philosophique, elle est aussi une exigence pratique et scrupuleuse dans le fonctionnement de notre mouvement. Nous ne pouvons en effet promouvoir une vie politique démocratique que si nous la pratiquons dans notre mouvement.

Cette exigence se traduit dans les pratiques politiques que nous mettons en œuvre. Ainsi :
- nous ouvrirons, par voie électronique des espaces de délibération les plus larges et les plus variés possibles.

- les compétences de chacun seront amenées à s’exprimer dans des groupes de travail thématiques - ouverts y compris à des non adhérents qui partagent nos préoccupations en ce domaine.

- Enfin, les adhérents du MS21 pourront se regrouper localement pour organiser leurs actions militantes, en liaison avec les instances nationales, sous la forme qu’ils souhaitent. Le travail des groupes locaux est en effet essentiel, il permet d’animer la vie démocratique, en proposant des actions de terrain.

3.4. Quatrième principe : mettre l’éducation populaire au centre de notre action et participer à des actions locales.

Faire de la politique n’est pas pour nous un processus descendant par lequel des intellectuels et dirigeants apportent la bonne parole. Notre volonté est de partir de la réalité du terrain et notamment en participant aux luttes sociales engagées. Nous faisons nôtre la formule de Jaurès « *il faut aller à l'idéal en passant par le réel* ». Cette préoccupation nous conduit à privilégier des modes de militantisme de l’éducation populaire en cherchant à diversifier ses formes et son auditoire. Le but est d’offrir à ceux à qui on ne donne pas la parole habituellement, des espaces de participation et de délibération les plus larges et variés possible. Souvent les difficultés sociales sont vécues de manière individuelle et traumatique. A nous de montrer qu’elles résultent en réalité de causes structurelles et qu'il est possible de les affronter collectivement.